



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3688

Texte de la question

RIGUEUR ET POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Marie-Françoise Clergeau, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Mme Marie-Françoise Clergeau. Monsieur le Premier ministre, la gravité de la crise de la dette qui frappe la France et les pays de la zone euro mobilise toute notre attention ; la résorption des déficits est une obligation qui s'impose à tous. Pour autant, il n'est pas vrai qu'une seule politique soit possible pour y parvenir. Or les plans de rigueur successifs que vous mettez en oeuvre se résument à une seule et même politique : faire payer les classes moyennes et populaires pour mieux épargner les riches.

Vous venez ainsi de tenter d'ajouter un jour de carence supplémentaire pour les arrêts maladie des salariés du privé et du public. Contraint de reculer partiellement, vous voulez maintenant vous en prendre au montant des indemnités journalières. Voilà 200 millions d'euros que vous voulez récupérer chaque année sur le dos des salariés, et même sur leur santé. C'est inacceptable !

Par ailleurs, vous vous attaquez aux familles en prélevant 2,5 milliards d'euros sur leur pouvoir d'achat d'ici à 2016, à travers le gel, pour ne pas dire la diminution, des allocations familiales. Là encore, c'est inacceptable ! Enfin, en accélérant la mise en oeuvre du passage à 62 ans de l'âge de la retraite et à 67 ans de l'âge auquel on peut toucher une retraite sans décote, vous prélevez, d'ici à 2016, 4,4 milliards d'euros sur le dos des retraités qui, pour certains - notamment les femmes, dont les carrières sont souvent incomplètes - verront le montant de leur retraite diminuer.

M. Pascal Terrasse. Absolument !

Mme Marie-Françoise Clergeau. Ces mesures sont d'autant plus inacceptables que, dans le même temps, vous allégez l'ISF de 2 milliards d'euros.

M. Pascal Terrasse. Eh oui !

Mme Marie-Françoise Clergeau. Au final, votre stratégie anti-crise consiste à mener une politique anti-pouvoir d'achat des salariés, des familles et des retraités. Jusqu'où comptez-vous aller dans cette attaque en règle contre les revenus de nos concitoyens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Madame la députée, au final, nous aurons compris qu'avec vous, il ne faut jamais faire la moindre réforme et que tout s'arrangera comme par magie. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) On a compris qu'à chaque fois que les socialistes ont été au pouvoir - en Espagne notamment -, on en voit le résultat - comme la sanction des électeurs. (*Mêmes mouvements.*)

M. Pascal Terrasse. Votre tour viendra aux prochaines élections !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. On voit aussi qu'en Grèce également, un gouvernement socialiste n'a pas été en mesure d'inverser la tendance. (*Mêmes mouvements.*) Nos concitoyens savent pertinemment que ceux qui ne font pas les réformes conduisent leurs pays dans le mur. Voilà la réalité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Marcel Rogemont. Donnez-nous le Gouvernement et nous ferons les réformes !

M. Albert Facon. Dix ans !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Pendant toutes ces années passées dans l'opposition, vous avez eu un comportement irresponsable. Ainsi, lorsqu'il a fallu réformer les retraites, vous avez toujours été aux abonnés absents, que ce soit en 2003, lors du vote de la loi Fillon, ou en 2007, lorsque Éric Woerth a porté la réforme des régimes spéciaux. Jamais vous n'avez été présents, jamais n'avez eu le courage d'accompagner ces réformes, comme cela s'est vu dans certains pays. Et ça, cela se voit et cela se sait ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Quant au pouvoir d'achat, épargnez-nous vos grandes déclarations : les principaux ennemis du pouvoir d'achat, dans ce pays, ce sont les responsables socialistes des régions et des départements. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Zéro !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Partout où vous gérez, vous accumulez les dépenses et vous augmentez les impôts à due proportion. La seule région où les impôts n'augmentent pas, c'est celle que nous gérons : l'Alsace. Dans toutes les régions socialistes, ils ont flambé ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous n'avez aucun scrupule à évoquer le pouvoir d'achat, mais il n'est pas interdit d'avoir un peu de décence, en politique. Protégeons le pouvoir d'achat des Français, évitons le retour des socialistes, voilà le message que l'on entend ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations prolongées sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Françoise Clergeau](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3688

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 novembre 2011